

LIP HOURRA!...

Ce mois de septembre 1973 est décidément bien chargé. Besançon se déclare «ville morte» le 29 du mois, les rideaux de fer des magasins sont baissés tandis que les drapeaux se dressent par milliers, brandis par une foule en liesse de plus de cent mille manifestants enthousiastes, venus soutenir les travailleuses de l'entreprise horlogère Lip, où les femmes sont majoritaires. L'immense manif s'étale sur plusieurs kilomètres. Nous avons débarqué d'autobus affrétés par l'O.R.A. (1) et nos bannières rouge et noir se comptent par centaines; le cortège libertaire est impressionnant, le plus important parmi les défilés révolutionnaires.

Je note, le lendemain: «Je devais me trouver à peu près au centre, c'est difficile à dire exactement, mais lorsque je me suis trouvé sur une des petites hauteurs de la ville, je n'ai jamais vu ni le début, ni la fin du cortège». L'ambiance est joyeuse, dynamique, bigarrée, les slogans fusent, des chants puissants s'élèvent de nos rangs. Je saisis le bras d'un compagnon aveugle, Patrice l'autre, il pourra ainsi courir et sauter, canne blanche pliée, tout en brailant avec nous: «Lip! Lip! Lip! Hourrah!».

À quelques pas derrière, à l'abri de leur anonymat, un groupe d'étudiants propres sur eux se revendiquant du «situationnisme», - c'est-à-dire d'un individualisme new-look, - nous insulte: «Au moment de la révolution, c'est vous qu'il faudra fusiller en priorité!». Le message a le mérite de la franchise. Auront-ils, ces situationnistes de salon (pléonasme), le courage, ou la frousse, d'aller brailler ça aux naseaux des gros bras C.G.T.-P.C.F.?

«480 à dégager!»

Le 12 juin 1973, au cours d'une réunion du *Comité d'entreprise* de Lip où l'on menace les mille trois cents salariés d'un brusque dépôt de bilan, des syndicalistes présents découvrent que le plan secret de la direction prévoit 480 licenciements dans le cadre d'une future, - mais très proche, - restructuration industrielle. Les administrateurs patronaux évitent de justesse, à cause de l'intervention des syndicalistes présents, une raclée carabinée de la part d'un personnel devenu furieux, qui les séquestre quand même pour la nuit le temps d'en savoir plus.

En fouillant les tiroirs on découvre que le même plan secret prévoit la suppression de l'échelle mobile des salaires, après leur blocage. L'usine est occupée sur le champ, au risque d'entorser aux bonnes manières... Nous sommes à Palente, près de Besançon, capitale du Doubs, ville de naissance de Proudhon. Un commissaire du gouvernement, haut comme un chien assis, en écharpe tricolore du cul à l'épaule, et venu «délivrer» les administrateurs, est aussitôt retenu. Pas de jaloux. Un assaut de C.R.S. contre l'usine récupérer les péteux après une brève mais très violente bataille avec les ouvrières en rage. Le vilain monde repart sous une grêle de projectiles, aux accords de l'*Internationale*. Prudentes, sentant bien que le conflit naissant risque de durer, les ouvrières de Lip mettent 25.000 montres à l'abri dans différentes caches, avec l'intention de les vendre. C'est l'été, les stands de montres remportent un tel succès sur les plages qu'en six semaines le «chiffre d'affaire» ainsi réalisé correspond à la moitié d'une année ordinaire. À la fin de l'envoi, je touche (2)!

Le souffle de la révolte

On va donc remettre l'usine en marche pour produire de nouvelles toquantes. Le pognon que se versent

(1) L'*Organisation révolutionnaire anarchiste* (ORA) est une organisation ayant existé de 1967 à 1976. D'abord tendance interne de la *Fédération anarchiste*, elle prit son indépendance en 1970, et s'inscrivit dans les luttes emblématiques des années 1970. En 1976, elle éclata en deux: une minorité forma l'*Union des travailleurs communistes libertaires*; la majorité se rebaptisa *Organisation communiste libertaire*. (Wikipédia).

(2) Petite référence littéraire. On vous laisse trouver!

les Lip est vécu comme «salaire de survie», alors que tout salaire est de survie, salaire comprimé. Pas «salaire», cette fois, mais juste réquisition, expropriation des capitalistes parasites... «J'ai été très heureuse de faire cette première paye, la première de ce genre dans le monde en lutte... Les gens étaient fous. Des personnes déjà un peu âgées pleuraient, n'en croyaient pas leurs yeux». (Colette). «Une paye ouvrière c'est un peu comme la première paye de notre vie». Le grand patronat goulé est horrifié de ce défi lancé par de culottées rombières à sa face boursouflée de profits. Pourtant, les travailleuses de Lip n'ont fait que reprendre ce dont elles ont été spoliées par le processus même du travail salarié. Fonctionnant dorénavant en *Assemblée Générale souveraine* (A.G.), ce modèle organisationnel sera l'expression de leur volonté collective, la négation de l'ordre établi, menaçant l'organisation hiérarchique de la société dans la mesure où il combat les mêmes rapports en son propre sein. Trois jours plus tard, douze mille personnes défilent dans les rues de Besançon. Le 18 juin un appel est lancé par l'A.G. pour la remise en route de la production sous son contrôle. En six jours seulement, on est passé de la routine du salariat au slogan, «*C'est possible: on fabrique, on vend, on se paie*». Un journal de grève est bientôt créé: «*Lip-Unité*». La révolte qui souffle, vent de liberté, est belle et bien chaude.

Des rapports sociaux nouveaux

Ce qui distingue ce mouvement ce ne sont pas ses revendications, mais les formes de lutte qu'il développe dans l'ébauche de nouveaux rapports sociaux. En prenant leur sort en main, les ouvrières posent la critique en acte du salariat et de la vie quotidienne, notamment les rapports hommes-femmes, car la remise en cause de la condition féminine est une critique fondamentale des rapports sociaux, pas uniquement du machisme. Le degré de l'aliénation des femmes, - la moitié de l'humanité, - est la mesure de l'aliénation ou de l'émancipation générale. En s'emparant feu au plancher des moyens de production, elles renversent l'ordre social existant, la vie collective et les rapports interpersonnels en général, bref, la société du salariat. La vente d'un produit, qu'on ne peut pas dire «*parasitaire*» dans le cas des montres, dont elles ont fixé la valeur, est une critique en pratique de l'économie politique. La dévaluation du prix des montres est aussi une dévaluation du pouvoir capitaliste. L'occupation de l'usine remet en cause le pouvoir social, le terrain du capitalisme est alors transformé en terrain d'émancipation collective, l'ordre dominant est renversé, cul par-dessus tête il va rêver aux ours (3)...

Le mercredi 12 décembre 1973, des travailleuses de Lip convoquent à 20 heures, dans la grande salle de la Mutualité à Paris, un grand débat sur le thème: «*C'est possible, on fabrique, on vend, on se paie*». On parle aussi. «*Ils proposent simplement, avec leurs mots à eux, de dévoiler un peu de cette expérience de plus de sept mois et cela, dans un contexte le plus direct possible: pas de tribune, mais une discussion spontanée entre tous. L'appel, nous tenons à le souligner, émane des travailleurs de Lip, en dehors de toute organisation quelle qu'elle soit, politique ou syndicale, et doit permettre à un minimum de travailleurs de la base de s'exprimer*», dit le tract imprimé bleu sur blanc. La soirée est consacrée à décrire les transformations de la vie quotidienne des lutteuses sociales. Une démarche originale qu'un Raoul Vaneigen n'aurait pas reniée. Les sujets proposés sont: «*Comment la mère de famille a vécu le conflit. Comment le couple a traversé les divers moments de la lutte. Comment ce jeune peu concerné au départ a finalement contribué au combat de tous. Comment des O.S. sont devenues animateurs de commissions. Comment des ouvriers, étrangers entre eux au départ, sont devenus les meilleurs amis. Comment les Lips analysent la lutte. Des choses essentielles et cependant peu dites!*».

Promesses d'un autre présent

Cette réunion d'échanges ne sera pas relayée par les organisations politiques et syndicales, sauf chez les authentiques autogestionnaires et les libertaires, même boycottée par les léninistes qui ne parlent de révolution qu'avec un cadavre dans la bouche, sans critique de la vie quotidienne. Une soirée pleine des promesses d'un autre présent si chaudement embrassé par les ouvrières de Lip. Sans les femmes, encore une fois: rien, jamais, nulle part.

Les outils et les machines, dont en temps ordinaire les salariés, hommes et femmes, ne sont que de simples accessoires vivants, deviennent des extensions de leur «*projet*» subversif; il s'agit de «*ne plus vivre comme avant*», la caboche comme dans un seau. C'est le temps retrouvé.

«*Nous avons découvert le poids de la soumission passée quand nous avons pu dire: il n'y a plus de patron!*» (Marc); «*Quand nous avons occupé l'usine, j'ai eu l'impression de changer de métier*» (Jeannette);

(3) En argot, perdre la tête.

«Je suis peut-être fatigué physiquement, c'est possible, mais alors moralement, c'est extraordinairement bon. J'ai 44 ans mais je me sens 20 ans de caractère» (Marcel); «La participation des femmes à un moment émancipateur est le signe de son importance et à Lip elle est essentielle. Je crois que dans cette lutte les gens ont appris un peu le plaisir» (Mlle Plantin).

Devant une telle montée en puissance en un temps record d'une organisation authentiquement autogestionnaire, le gauchisme et son gourou, Benny Levy, qui a vu dans sa vie plus d'ovnis que d'ouvriers, grand manitou léniniste de la secte maoïste *La Gauche prolétarienne*, - fondatrice de *Libé*, - voit d'un coup s'effondrer son discours centraliste et autoritaire *«d'avant-garde des masses»*. Liquidation totale avant fermeture! Dévorant trop goulûment ses madeleines marxistes-léninistes, le cul Benny Levy avalera de travers sa recherche du temps perdu, deviendra fou de Dieu, rejoindra une école juive talmudique tout en caressant doucement sa nostalgie de la vraie vie sous les *Khmers-rouges*. Ils croyaient, ces généraux sans troupe du gauchisme, ce prêt-à-porter idéologique en fil de fer barbelé, être de ce marbre dont on fait les statues, alors qu'ils n'étaient que faïence dont on fait les bidets, les ministres, les députés et les sénateurs. À quoi tiennent les vocations...

Nationaliser l'autogestion?

Les bureaucrates syndicaux et politiques, ces couples dominos, (Séguy/C.G.T., Mitterrand/P.S., Marchais/P.C., Maire/C.F.D.T.) se gardent bien de se rendre sur place durant l'occupation de l'usine Lip, de crainte d'être fraîchement reçus, autant que pour ne pas cautionner un mouvement autonome sapant leur autorité. Si l'émancipation des travailleurs devient l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que faire alors des médiateurs institutionnels? Le finaud Rocard, qui s'y essaiera, sera éconduit par ses propres camarades du P.S.U. salariés à l'usine. Georges Séguy, P.D.G. de la C.G.T., sycophante du quartier néostalinien qui a fait K.G.B. en première langue, déclare même publiquement qu'il n'achètera pas une de ces *«montres volées»*. Le cafteur sonne toujours deux fois. La gauche répète à l'envi que l'autogestion est impossible, qu'il s'agit seulement d'autodéfense. Quant à la C.F.D.T. (dont une partie de l'arsenal idéologique proclamé comporte *«l'autogestion»* comme slogan), c'est chez elle une idée purement récupératrice, attrape-mouche pour la jeunesse.

En Pologne *«démocratique et socialiste»* lorsque les travailleurs se soulèveront, leurs premiers gestes consisteront, comme à Berlin-Est et en Hongrie vingt-cinq ans plus tôt, à incendier les locaux des partis et des syndicats. La principale faiblesse des travailleuses de Lip sera de laisser Charles Piaget parler trop souvent en leur nom. Militant politique (P.S.U.), syndical (C.F.D.T.) et catholique (Rome), Piaget est béatifié dans les meetings gauchistes par des crétins congénitaux incapables d'imaginer un mouvement ouvrier sans chef, charismatique qui plus est. Le tout à l'égo contre l'alter-égo. Les trotskistes de la *Ligue communiste* lanceront alors le stupide slogan de *«nationalisation sous contrôle ouvrier»*, une ânerie vieille d'un siècle, alors qu'un millier de prolos auront plus changé leur monde en cinq jours que les marxistes-léninistes, cette armée des sombres, ces fusilleurs d'ouvriers, ne parviendront à le faire en un siècle. La nationalisation de l'autogestion, c'est un peu comme espérer ramener à la vie une victime d'asphyxie en pratiquant sur elle la strangulation, à l'exemple de la Yougoslavie de Tito. Vouloir émanciper les producteurs sans abolir l'État, c'est agir à l'image de chérubins des maternelles s'agaçant de voir un cube refuser de s'insérer dans un orifice triangulaire. Pourquoi pas prôner: *«l'extinction du paupérisme après cinq heures du soir»*, - comme le proposait jadis l'humoriste Ferdinand Lop? Selon la Loi de Murphy tout ce qui est susceptible de tourner politiquement mal, tournera inévitablement mal. Dans le lieu de la production se concentre la structure noire de cette société, son cœur, son moteur véritable, qui n'est pas *«la famille»* comme le proclame si bêtement la bourgeoisie. Le secteur économique de l'horlogerie, n'est ni *«en déclin»*, ni *«parasitaire»*, ni *«arriéré»*, - juste en mutation industrielle, - c'est la société du salariat qui est tout ça. Lorsque je rencontrerai des travailleuses de Lip venues échanger sur leur pratique autogestionnaire, à la M.J.C. de Boulogne-Billancourt, je leur poserai bien sûr la question qui fâche: *«Pourquoi n'avoir pas remis en question la production de ces petites pièces très sophistiquées si nécessaires aux industries de l'armement?»*. Réponse évasive et confuse. Mais ce n'est pas un secteur ou un autre qui est remis en question par les travailleuses de Lip, plutôt le système de production capitaliste dans son ensemble et sa cleptocratie.

La flicaille reprend l'usine

Début août, le gouvernement nomme un *«médiateur»* chargé de rencontrer les syndicats, en dehors du contrôle de la base, le 11 août suivant. *«S'ils veulent y aller, on les empêchera de sortir. Ici ce ne sont pas les déléguées qui décident, c'est tout le personnel»*. Aucune négociation de couloir ne viendra à bout des ouvrières en position de force. Le gouvernement va donc expédier ses molosses s'emparer de l'usine, la

veille du pont du 15 août, sachant les locaux mal gardés ce jour-là. La flicaille y restera jusqu'en février...

À l'annonce de l'agression, la riposte populaire est unanime, immédiate; une foule énorme accourt, plusieurs usines de Besançon et de la région se mettent immédiatement en grève, des jeunes prolos armés viennent en découdre avec les brutes casquées. Le combat s'engage dans l'après-midi. L'affaire est risquée pour le pouvoir. Les bureaucraties syndicales s'emploient à faire cesser les affrontements, des féticheurs catho, la tonsure fraîche, viennent prêcher en milieu hostile l'amour du cognac, la modération, la résignation, la soumission: pas de kermesse sans curés. Les combats font quand même rage durant deux semaines tous les soirs autour de l'usine reprise aux ouvrières. Un homme décède des suites de blessures infligées par des C.R.S. espions; des ouvriers arrêtés sont violemment passés à tabac, menacés de mort, contraints d'avouer des actes qu'ils n'ont pas commis. Pour les Lip la perte de l'usine est un sacré coup dur, l'A.G. affaiblie devient tributaire de forces extérieures. La gauche et ses syndicats mon-pied-ton-pied vont en profiter pour récupérer la lutte au profit de la glue électorale du *Programme commun* social-démocrate. «*L'unité syndicale*» veut mettre fin à un mouvement risquant d'élargir les fronts de lutte pour préparer une rentrée sociale agitée, incontrôlable. Quelques grèves-bidon de vingt-quatre heures apaiseront les esprits et les «*interlocuteurs responsables*» continueront à jouer leur rôle bureaucratique de négociateurs du prix de l'esclavage salarié. La marche sur Besançon du 29 septembre n'a été acceptée par les syndicats qu'une fois assuré qu'elle ne servirait à rien de concret, au-delà de la solidarité exprimée. Par crainte que des manifestants en profitent pour reprendre l'usine à la police, les services d'ordre virilistes seront là pour canaliser loin du site le flot des manifestants. Tout aurait pu se passer autrement, mais la solidarité s'est progressivement désamorcée. Le 12 octobre les «*accords de Dijon*» entre syndicats et pouvoir sont pourtant violemment rejetés par la base. La C.G.T. se désolidarise de la lutte après avoir entravé et isolé le mouvement, puis fait reprendre le taf dans le secteur qu'elle contrôle avec F.O., à Ornans. Les délégués sont hués en A.G. «*Ce n'est plus une A.G., c'est une république autonome*», écrira *l'Express* le 21 octobre, bien content de voir la bourgeoisie libérale se retourner contre ces prolottes qui refusent de baisser leur panty pour s'écrapoutir sur le carrelage les miches en l'air. Le 15 octobre, le teigneux protestant de droite, avaleur de manches à balais, Pierre Mesmer, *Premier Sinistre* d'un Pompidou surgonflé qui implosera le 2 avril, annonce, en rage, bave aux lèvres: «*Lip, c'est fini!*». Il faudra trois mois aux longs crayons pour faire céder les travailleuses, sous la houlette en coulisses de la C.F.D.T., du P.S.U., et du mielleux protestant de gauche Rocard, futur *Premier Sinistre* du sphinx crypto-catho de gauche Mitterrand, décoré trente ans plus tôt de la *Francisque* par le dévot catho d'extrême-droite Pétain. Amen.

Il faut assassiner Lip!

Après l'extrême onction des «*accords de Dôle*» du 29 janvier 1974, c'est Claude Neuschwander, numéro deux de la multinationale *Publicis*, membre du P.S.U., qui prendra la direction d'un Lip «*réorganisé*», en échange de la restitution des vingt mille montres et leurs documents de fabrication. La *Compagnie européenne d'Horlogerie* reprend les activités de Lip, seulement celles des montres, et huit-cent-trente personnes sont réintégrées en mars. C'est la fin de la grève et de l'autogestion ouvrière, le patron moderniste tip-top, progressiste de gauche souriant, transi d'amour, trouve des capitaux et l'activité rabistoquée reprend après négociation avec les fournisseurs. Mais, attendez donc la suite, avant de rejoindre la buvette puis la tinette, l'histoire n'est pas terminée... En mars, Giscard d'Estaing est élu à l'Élysée et la lutte victorieuse des «*petites ouvrières*» de Lip contre un plan de licenciement le gêne beaucoup, alors que de nombreux plans de restructurations industrielles équivalentes essaient déjà un peu partout en France, en annonçant d'autres, de plus grandes ampleurs historiques à l'échelle de l'Europe. Giscard déclare en privé: «*Il faut punir les Lips. Qu'ils soient chômeurs et le restent. Ils vont véroler le corps social*». Il pense, comme avant lui John Jay (1745-1829), premier président de la *Cour suprême des États-Unis*, que ceux qui possèdent le pays doivent aussi le gouverner. Selon les déclarations postérieures de Jean Charbonel, ancien ministre de l'Industrie de Pompidou en 1973, le patronat et le nouveau gouvernement veulent délibérément «*assassiner Lip*», car il s'agit pour eux d'éviter «*une flambée ouvrière*» au niveau national. Comment? C'est simple comme «*Bonjour les Maîtres du Monde*»: les fournisseurs n'honoreront plus les commandes passées, le *Tribunal de Commerce* demandera «*d'honorer les dettes*» de l'ancienne entreprise auprès des fournisseurs, contrairement aux «*accords de Dôle*». Et surtout, Renault, entreprise nationalisée depuis 1945, annulera du jour au lendemain ses commandes de pendulettes électriques à aiguilles des tableaux de bord, puis le ministre de l'Industrie suspendra la subvention liée au «*plan quartz*» visant à soutenir la conversion horlogère vers le numérique à base de cristal de quartz. Le robinet à capitaux se tarira d'un coup. Dépôt de bilan. En l'absence de repreneur l'entreprise est liquidée en septembre 1977, dézinguée façon puzzle. Merci patron. Vous pouvez maintenant aller pisser et boire un godet, Lip c'est vraiment fini.

Franck THIRIOT.